OFFICIEL.

LEGISLATURE DE LA LOUISIANE

JOURNAL DU SENAT.

MARDI, 19 février 1850.

Le Sénat se réunit conformément à l'ajournement.

Prière par Jos. C. Byrne président pro. tem. au fauteuil.

MM. Adams, Beebe, Butler, Caulfield, Chamblins, Clark, Cole, Dannoy, Drew, Dufour, Duncan, Gardère, Gaudet, Herralson, Hereford, Moore, Peck, Phillips, Ray, Richardson, Rieker, Swayze, Tatman et Van Wickle.

Le Secrétaire-Adjoint informe la Chambre du concours de Sénat aux bills suivans:

" Acte pour pourvoir au paiement des membres, des officiers et des dépenses contingentes de l'Assemblée générale."

" Acte pour pourvoir à la nomination de deux notaires publics additionnels pour la paroisse de Catahoula."

" Acte pour créer un notaire public additionnel pour la paroisse de Carroll.

" Acte pour autoriser le Gouverneur de l'Etat à nommer un notaire public dans la paroisse de Franklin;" et

" Acte pour donner aux Greffiers des Cours de District, le pouvoir de convoquer les jurys de police des différentes paroisses."

Il informe de plus la Chambre, du concours du Sénat aux amendemens à " Acte pour venir au secours de Alexander S. Blackburn, pour dus services rendus à l'Etat pendant l'invasion par les Anglais en 18-14-15," et il demande le concours de la Chambre auxdits amendemens.

Il demande de plus le concours de la Chambre aux actes suivans:

" Acte en faveur de O. A. L. Beau, assesseur pour la paroisse de la Pointe-Coupée, pendant les années 1847 et 1848."

" Acte pour venir au secours de J. H. Cuningham."

" Acte pour donner à Michel Jonas et à Joseph Jonas, le privilège exclusif de tenir un bac sur le fleuve Miss ssipi au raccourci de Shreve, dans la paroisse Pointe-Coupee, Ouest-Feliciana et Concordia."

" Acte pour protéger les personnes et la propriété contre l'explosion des bouilloires à bord des bateaux à vapeur naviguant dans les eaux de l'Etat de la Louisiane, et nommant des ingenieurs capables et pour punir leur négligence," et

" Acte pour venir au secours de Jean Baptiste Dupont et Isidore Macarty Honoré, vétérans de 1814-15."

Le Secrétaire-Adjoint informe de plus la Chambre que le Président pro tem. a signé le bill ordre de la Chambre, intitulé:

" Acte pour incorporer la ville de Vernon dans la paroisse de Jackson."

Sur la motion de M. Hereford, il est donné un congé de quelques jours à M. Waddill.

Le Président soumet un preambule et des résolutions adoptés par le Conseil général de la ville de la N.-Orléans, demandant qu'il soit fait quelque changement à la loi qui prescrit le terme pendant lequel les navires arrivant par mer, pourront être amarres dans le port de la Nlle-Orleans.

Ledit memoire est référé, sur motion, au comite du commerce, agriculture et manufactures.

Le Président soumet le rapport suivant, qu'on lit, et il est référé au comité sur la milice:

En conformité à la loi et à une résolution du Senat, le soussigné Adjudant et Inspecteur-General, a l'honneur de soumettre le rapport suivant, sur la condition actuelle de la milice, son organisation et sa discipline, ainsi qu'un exposé des défauts dans les lois relatives à la milice, qui, dans son opinion, fait voir qu'il est nécessaire de faire quelques amendemens aux dites lois, pour les rendre plus effectives et pour remplir le but pour lequel elles ont été faites.

L'Etat est divisé en quatre divisions, treize brigades et cinquante-trois régiments et bataillons séparés.

De ces derniers, une brigade,—la Légion de la Louisiane, et deux régimens,—les volontaires de la Louisiane, et le regiment de Washington, sont des corps volontaires. Tous les regimens de la milice ordinaire sont organisés, à l'exception de deux. La Légion de la Louisiane est dans un état d'organisation et de discipline très complet, et les volontaires de la Louisiane et le regiment de la Louisiane s'engagent avec rapidité, ayant été presque dissous pendant la guerre avec le Mexique. Les compagnies appartenant à ces deux régimens, qui sont au complet et ont trouvé leurs officiers, sont dans une condition parfaite et font honneur à nos soldats-citoyens. Nous avons aussi des compagnies d'artillerie à Donaldsonville, Baton-Rouge et Clinton, et des compagnies de cavalerie dans les paroisses d'Est-Feliciana et de Ste-Marie. Toutes ces compagnies sont bien organisées et ont des officiers capables, et leur discipline fait voir qu'elle ne sont pas en arrière de leurs frères, en ce qui regarde les qualités requises pour former un soldat.

En raison de la difficulté de mettre en vigueur les lois, il a été impossible de rassembler la milice sur d'en faire l'inspection, et de connaître sa force actuelle.

Tel a été le resultat, depuis vingt ans, sous tous les changemens aux lois, depuis 1830, aucun rapport a été fait au gouvernement general avant 1847, a laquelle époque le soussigné, après les plus grands efforts, a pu obtenir des retours et faire un rapport complet, faisant voir que nous avions presque triplé en nombre, et sur ce rapport, nous avons reçu des Etats-Unis, trois fois le nombre d'armes, que nous avions reçu sous le dernier rapport, avant.

Par les retours de 1850, notre milice se montrait près de 15,000, qui nous donnait droit à 1100 fusils. En 1847, le soussigné fit un rapport de près de 45,000, par lequel nous avons reçu annuellement environ 330 fusils, de la valeur de $13 50 chaque, faisant voir un gain à l'Etat de près de $2,000 par an. Le nombre accru de notre milice, ne peut guères faire du dernier rapport, quoique nous ayons une augmentation annuelle. Son organisation est toujours à peu près la même. Deux regimens qui auparavant n'avaient pas d'officiers ont été organisés, et dans d'autres les vacances ont été presque toutes remplies. Dans le peu de temps que nos citoyens consentent à donner pour les exercices, il est hors de question de donner beaucoup d'instruction militaire.

Le grand but à en servir d'exercer et d'organiser aux officiers convenables; pour qu'en dans le moment de besoin, nous puissions avoir ou trouver les hommes, et que leurs officiers soient prêts. Les parades sont necessaires pour faire leurs commemens et pour habituer chaque homme à une subordination propre sans quoi, l'idée, qu'il forme une partie de la force et de la défense de son pays, et qu'il doit une partie de son temps et de ses services pour accomplir ce but.

Pour assurer ce but, le soussigné a eu l'honneur, dans d'autres occasions, d'appeler l'attention de la Legislature a quelques amendemens à la loi, lesquels, s'ils sont faits, la rendront, je crois, effective, et assureront un succès plein et entier.

Ces amendemens sont ainsi conçus:

1er— Qu'il soit obligatoire aux personnes élues ou nommées à des places, de les accepter et d'en remplir les devoirs.

2me—Donner et ainsi fier les cours martiales et les Cours d'assesment.

4me—Diminuer le nombre des parades ainsi que le montant des amendes imposées pour absence.

Il a été passé un bill par la Chambre des Representans à la dernière session, et qui se trouve parmi les affaires inachevées du Sénat, lequel je crois, remédiera a ces points et donnera à notre système une telle efficacité, que nous serons toujours en état d'éviter toute crise qui pourrait avoir lieu. Si la Legislature ne croient pas à faire un changement radical dans notre système de milice, je suis d'opinion, que les amendemens qu'on vous a soit recommandées plus haut, tout en simplifiant la loi et en rendant moins lourde, assureront une organisation continue et en même temps rempliront les rangs de nos corps volontaires dans l'Etat.

Après tout, les corps de volontaires sont les seuls sur lesquels nous pouvons compter en temps de paix et formeront le seul noyau de notre force et de notre défense en temps de guerre.

Ces considérations tout une impression si forte sur le soussigné, qu'il ne peut pas demander avec trop de sollicitude à la Legislature, de passer une loi qui assurera l'établissement d'un petit mais nombreux corps de volontaires dans chaque paroisse, et de faire des allocations assez libérales, pour les mettre en état de maintenir leur discipline, et d'être toujours prêts à remplir leurs devoirs importants, avec honneur et pour la sureté de l'Etat.

J'ai bien l'honneur de vous saluer,

CHARLES E. ROWLEY,
Adjudant et Insp. Général.

M. Layet, greffier de la Chambre, informe le Sénat du concours de la Chambre aux bills et aux résolutions, qui suivent:

" Acte pour incorporer la ville de Jefferson.

" Résolution requérant nos sénateurs et demandant à nos représentans au Congrès de faire leurs efforts pour obtenir un service de poste trois fois par semaine, de Natchitoches, par la voie de Nancy dans la paroisse de Sabine et de Mansfield dans la paroisse de De Soto à Shreveport.

Acte pour autoriser la nomination d'une Notaire Public additionnel pour la paroisse de Caddo.

" Acte pour créer un Notaire Public additionnel dans et pour la paroisse d'Avoyelles."

" Acte pour amender l'acte intitulé: Acte pour incorporer la ville de Providence."

Il informe de plus le Sénat du concours de la Chambre, aux amendemens du Sénat au bill intitulé:

" Acte relatif à l'élection d'un juge de paix additionnel dans le district No 2 du Jury de Police et d'un constable, dans la paroisse de Caddo."

M. Layet informe de plus le Sénat du concours de la Chambre à l'amendement au bill intitulé: " Acte pour établir un bac sur la rivière Atchafalaya dans la paroisse d'Avoyelles."

Il informe aussi le Sénat que la Chambre rejette l'amendement du Sénat au bill intitulé:

" Acte pour incorporer la ville de Trinity."

Il demande aussi le concours du Sénat aux bills et résolutions qui suivent:

" Acte pour confirmer la location de la Maison de Cour de la paroisse de Jackson.

" Acte relatif aux cimetières."

" Résolution requérant l'Ingénieur de l'Etat de se rendre à la Grande Rivière et au Bayou Pigeon dans la paroisse d'Iberville, et de faire enlever les obstacles à leur navigation."

" Résolution requérant nos sénateurs et demandant à nos représentans au Congrès de faire leur possible, pour obtenir un service de poste, trois fois par semaine, entre la Nlle-Orléans et Donaldsonville, entre et Donaldsonville et Opelousas, et Assomption et Terrebonne."

" Résolution ordonnant à nos sénateurs et prient nos représentans au Congrès de faire passer une loi pour que la brèche de la Rivière Rouge ce soit enlevée."

M. Phillips, du comité des affaires paroissiales, auquel a été référé la pétition de certains citoyens de la paroisse de Natchitoches, demandant l'établissement de la négresse esclave Henriette, conformément à la dernière vente de sa maîtresse défunte, Mad. Barbel, fait un rapport adverse à la demande de cette pétitionnaire.

La part du comité des améliorations à l'intérieur, M. Phillips rapporte un bill intitulé:

" Acte pour autoriser le force effective des améliorations à l'intérieur de l'Etat," qui obtient une lecture spéciale, et sur motion, il est mis à l'ordre spécial du jour pour jeudi le 21 février.

Sur motion du membre des Chambres, M. Phillips fait un rapport favorable à

" Acte pour autoriser la liquidation des affaires de la Banque de Cité de la Nouvelle Orléans."

Il—du bill soit en seconde lecture—il est adopté.

Sur motion, et après dispense des règles, le bill subit sa troisième lecture et le passe.

Conformément aux instructions du Sénat, M. Phillips, du comité des finances, rapporte un bill intitulé:

" Acte pour abolir toutes les lois qui règlent l'intérêt conventionnel," qui est la une première fois.

M. Phillips obtient la permission de présenter, sans en avoir donné avis préalable, un bill intitulé:

" Acte pour venir au secours de Wm. J. et Albert Arnett," qui subit sa première lecture.

Sur motion, et après dispense des règles, le bill à seconde lecture du dit bill, et il est référé au comité des réclamations.

Sur la motion de M. Dufour, le bill intitulé:

" Acte pour amender l'acte fixant la compensation à payer pour l'arrestation des esclaves marrons," est renvoyé au comité judiciaire.

M. Moore présente un mémoire de MM. Rice et Clark, de Philadelphie, demandant qu'il soit fait une allocation pour les payer pour certaine ouvrages fournis à la Chambre des Représentans, et à la librairie de l'Etat.

Sur motion, le dit mémoire est référé au comité des réclamations.

M. Richardson a la permission de présenter un bill intitulé:

" Acte pour venir au secours de S. D. Davenport, de la paroisse de St. Tammany," qui subit sa première lecture.

Sur motion, on se dispense des règles, le dit bill subit sa seconde lecture, et il est référé au comité des réclamations.

M. Drew, du comité des relations fédérales, auquel a été référée le bill intitulé:

Acte pour autoriser le Gouverneur à obtenir un bloc de pierre ou de marbre," rapporte un substitut au dit bill, lequel substitut est intitulé:

" Acte pour autoriser un bloc de pierre pour le monument de Washington."

Le dit substitut est lu une seconde fois, et il est adopté.

Sur la motion de M. Peck, la première section du dit bill est reconsidérée.

M. Peck fait la motion d'amender la dite section en effaçant l'inscription qui s'y trouve, conçue ainsi qu'il suit:

" L'Etat de la Louisiane, toujours fidèle à la Constitution et à l'Union," et en insérant à sa place les mots: " *L'Etat de la Louisiane, l'Union sous la Constitution.*"

Cette motion est rejetée et la section est adoptée.

Sur motion et après dispense des règles, le dit substitut subit sa troisième lecture et il passe.

M. Drew, du comité des relations fédérales, fait un rapport favorable au bill intitulé:

" Acte pour changer l'époque de tenir les élections pour membres à la Chambre des Représentans du Congrès des Etats-Unis, de l'Etat de la Louisiane."

M. Van Wickle, du comité des améliorations à l'intérieur, auquel a été référée la:

" Résolution qui fixe le salaire des députés-Ingénieurs à deux mille piastres," y fait un rapport favorable.

La dite résolution subit sa seconde lecture.

M. Dufour offre la résolution additionnelle qui suit, comme amendement à la dite résolution et devant être la première résolution:

" Résolu, etc—Que le salaire de l'Ingénieur de l'Etat sera fixé à l'avenir, à deux mille piastres par an, payable sur mandat de l'Ingénieur de l'Etat comme autrefois."

M. Bryce naffauveil

MM. Adams, Beebe, Butler, Clark, Cole, Dufour, Dunnoy, Gardère, Herralson, Hereford, Moore, Phillips, Tatman et Van Wickle votent en faveur de cette adoption—Hvoix;

Et MM. Caulfield, Chambliss, Dauncy, Drew, Gaudet, Peck, Ray, Richardson, Ricker et Swayze votent contre son adoption—10 voix.

Par conséquent la dite résolution est adoptée.

M. Peck présente une résolution additionnelle, comme amendement, qu'on lit et elle est adoptée.

Sur motion, et après dispense des règles, la dite résolution subit sa troisième lecture et elle est adoptée finalement.

M. Peck, du comité du Pénitencier, fait le rapport suivant, qu'on lit et on donne ordre de le faire imprimer:

Le comité nommé de la part du Sénat relativement au Pénitencier, demande la permission de soumettre son rapport unanime, dans la teneur suivante:

Les membres dudit comité ont visité ce établissement. Chaque département paraît en être bien administré. Les condamnés paraissent être bien vêtus, bien nourris et bien entretenus sous tous les rapports.

Les machines de toute espèce sont dans un ordre parfait, et les nouvelles manufactures dans cet établissement sont de qualités égales ou eux de la même espèce qui se manufacturent ailleurs; nous citerons en particulier les grosses cotonnades, appelées communément *Osnaburgs, Kentucky, Jonesys, Jeans*, ainsi que les *linsey-woreas* de nègres telles toiles à *rac*, et c'est avec le plus grand plaisir que le comité recommande l'usage de ces articles au public. Afin de donner une juste appréciation des rapports qui lient l'Etat avec cet établissement sous un point de vue pécuniaire, il est nécessaire de remonter de quelques années à une législation antérieure.

Par un acte approuvé le 25 mars 1843, la somme de $15,000 fut prêtée aux fermiers, MM. McHatton, Pratt et Cie., afin de les mettre à même d'achever l'établissement de la manufacture de draps de laine, —à raison d'un interêt de 6 pour cent par an,—ladite somme remboursable au bout de trois ans.

Par un acte approuvé le 8 mars 1845, la somme de $15,000 fut allouée pour leur recuerir le mur du côté de l'Est, et le faire relever de six pieds, et pour faire construire un édifice en briques à deux étages.

Par un acte approuvé le 17 février 1847, il fut fait une allocation de la somme de $37,000, dont $12,000 devaient être affectés à l'achèvement de l'édifice mentionné dans l'acte passé en 1845, et $25,000 à l'achat et à l'installation de machines à vapeur pour la fabrication de la toile et du drap de laine, $15,000 de ces derniers $25,000, toutefois, devaient être remboursés en bons souscrits par les fermiers en échange des sommes d'argent à eux prêtées.

Ainsi le total des allocations faites en vertu de ces trois actes n'excédait à la somme de $52,000.

Le comité a appris du Bureau des Directeurs, que les fermiers, aux termes de leur premier bail, ont construit l'Etat, pour améliorations montantant en bâtisses et en machines, une reclamation n'excédant à $20,915 52. Le comité se prononce contre la validité de cette réclamation, en invoquant les termes de bail de 1844.

Aux termes de ce bail, qui porte la date du 9 juillet 1844, les fermiers ont obtenu le fermage du Pénitencier avec toutes ses dépendances, pour le terme de cinq ans, commençant le 1er octobre 1844. Les conditions du bail exigent que ces fermiers paieront les salaires du médecin, du commissaire du piége, montant à la somme de $2,200,—et "qu'ils laisseront, sur les lieux, à l'expiration du bail, tous les changemens, toutes les additions, toutes les bâtisses, toutes les améliorations, toutes les machines, etc, de toute sorte, que lesdits fermiers y auront faits et placés pendant la jouissance de leur bail, gratuitement et sans qu'il en coûte rien à l'Etat".

Par la 10me section d'un acte pour pourvoir à améliorer l'administration du Pénitencier de la Louisiane, approuvé le 25 mars 1844, le fermier est requis d'avoir à acheter de l'Etat tous les matériaux et tous les articles manufacturés, qui se trouveront disponibles à l'époque de son contrat, à un prix qui sera fixé par deux arbitres assermentés, "et à l'expiration dudit bail, s'il n'est pas renouvelé, l'Etat prendra droit de prendre tous les matériaux et tous les articles manufacturés qui se trouveront alors disponibles, sur le pied d'un semblable arbitrage".

Conformément aux dispositions de cette section, les fermiers du Pénitencier, en vertu de leur ancien bail, ont accordé à l'Etat leur bon pour la somme de $15,000, montant de la valeur estimative des matériaux et des articles manufactures, etc, qu'ils ont reçu de l'Etat. Ce bon a maturé le 1er octobre 1849.

A l'expiration du dernier bail, les directeurs du Pénitencier ont reçu de l'ancienne maison Mc Hatton, Pratt et Cie, dont les membres étaient MM. James A. Mc Hatton, Charles Mc Hatton, Wm Pratt et Geo. W. Ward, des matériaux et des articles manufacturés, etc, pour la valeur de $24,067 20, et les transmirent à la nouvelle maison connue sous le nom de Mc Hatton, Ward et Cie, dont les membres sont Jas. A. Mc Hatton, Charles Mc Hatton et Geo. W. Ward.

Le comité se prononce contre leur réclamation. Votre comité est, en effet, d'opinion, que l'Etat n'est obligé ni légalement ni moralement de prendre des fermiers les matériaux et les articles manufacturés, etc, qu'ils avaient de désignés à l'expiration de leur ancien bail, attendu que le bail a été passé entre eux mêmes individus, à l'exception d'un d'entr'eux qui s'est retiré de leur maison de commerce.

MM. Mc Hatton, Ward et Cie. ont été élus fermiers le 10 mai 1844, réuni des deux Chambres de l'Assemblé se Générale, le 15 mars 1848. Les conditions du bail ont été changées par acte en date du même jour. En vertu du nouveau bail, l'Etat reçoit un quart des bénéfices, garantit un revenu annuel de quatre mille piastres. N'ont pas subsequent de quatre mille piastres. Sous l'ancien bail, l'Etat ne recevait aucune part des bénéfices.

Le bail de la 10me section de l'acte de 1844 ci-dessus mentionné, est évident; c'est de protéger le fermier contre toute perte ou tout dommage, dans le cas où son bail ne serait pas renouvelé; mais, comme les matériaux et les articles manufacturés, etc, qui étaient disponibles à l'expiration du dernier bail, sont été en la possession de la nouvelle maison de commerce, composée des mêmes individus à l'exception d'un des associés qui s'en est retiré, les fermiers n'ont pas encouru aucune perte ni aucun des dommages contre laquelle la section dont il s'agit a pour but de les garantir.

En outre, votre comité rapporte que les fermiers ne se regardent pas comme tenus, d'après leur nouveau bail, de payer les salaires des employés de l'établissement. Sur ce point le comité est arrivé à une conclusion différente, en ce qu'il a été référé à une partie de la section de l'acte pour amender un acte intitulé: "Acte pour améliorer l'administration du Pénitencier de la Louisiane, approuvé le 25 mars 1844", et approuvé le 8 mars 1848, dont la teneur est comme suit: "lesquels payer les salaires des employés pour lesdits fermiers et conditions susdites, et que lesdits fermiers retiendront, pour les payer, dans le trésor de l'Etat un quart des bénéfices annuels provenant dudit Pénitencier, et garantiront que ladite bénéfices ne seront pas moindre de quatre mille piastres par an. Il est à remarquer que ladite section ne contient pas de mots qui puissent donner une idée de la valeur des propriétés qui y sont exposées. Toutes également seuls et entiers sont les mots qui donnent pouvoir aux fermiers de prendre ou de faire prendre, moyennant payement, les propriétés qui leur sont nécessaires pour l'exploitation des travaux dont ils sont chargés. Ces propriétés sont, en effet, des matières premières, des outils, des machines, des ustensiles, des meubles, des bâtiments, des terrains, etc